

Soigner, rééduquer, réinsérer : la santé sans préjugés

Pôle Régional Achats Patrimoine Développement Durable
2 rue d'Iéna – CS 70004
59043 LILLE Cedex
service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr

Fourniture de véhicules en location avec option d'achats (LOA)
pour le Centre la Molliere à Berck sur Mer

2025-20

Règlement de consultation
(RC)

Type de procédure : AO

Date limite de remise des offres : mardi 22 juillet 2025 à 11H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1/ Objet de la consultation.....	3
1.2/ Etendue de la consultation	3
1.3/ Décomposition de la consultation	3
1.4/ Conditions de participation des concurrents.....	3
1.5/ Nomenclature communautaire	4
1.6/ Dispositions particulières d'exécution.....	4
ARTICLE 2 – DELAIS	4
2.1/ Durée du marché	4
2.2/ Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	4
2.3/ Délai de validité des offres.....	4
ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	5
4.1/ Documents à produire	5
ARTICLE 5 – VISITE SUR SITE	6
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	6
6.1/ Transmission sur support papier	6
6.2/ Transmission électronique.....	6
ARTICLE 7 – NOMBRE DE CANDIDAT	7
ARTICLE 8 – MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	7
ARTICLE 9 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	7
9.1/ Admission des candidatures	7
9.1 - Sélection des candidatures	8
9.2 - Jugement des offres	8
9.3 - Suite à donner à la consultation / Négociations	8
ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
10.1/ Demande de renseignements.....	8
10.2- Procédures de recours	9
ARTICLE 11 – DEVELOPPEMENT DURABLE.....	9



IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

1 ☐ Etat 2 ☐ Région 3 ☐ Département 4 ☐ Commune
5 ☐ Etablissement public national 6 ☐ Etablissement public territorial
7 ☒ Autres : organisme privé de gestion d'établissements sanitaires et médico sociaux de la Sécurité Sociale.

Nom ou raison sociale de l'acheteur : UGECAM Hauts de France	Personne responsable du marché : Monsieur le Directeur Général
Adresse : 2 rue d'Iéna	CS 70004
Code postal : 59043	Ville : Lille cedex
Téléphone : 03.28.82.02.20	
Adresse de courrier électronique : service.marches.ug-hdf@ugecam.assurance-maladie.fr	Plateforme dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr
Site internet : www.groupe-ugecam.fr/ugecam-hauts-de-france	

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1/ Objet de la consultation

Le présent règlement de la consultation (RC) est relatif à l'acquisition de véhicules en LOA, pour le Centre La Molliere à Berck-sur-Mer, établissement de l'UGECAM Hauts-de-France. Les candidats trouveront une description complète de l'établissement sur le site internet de l'UGECAM Hauts-de-France : <https://www.groupe-ugecam.fr/>

Centre La Molliere Amélie MOREL-SOMON, Directrice amelie.morel-somon@ugecam.assurance-maladie.fr Claire CHERIF, Directrice adjointe claire.cherif@ugecam.assurance-maladie.fr	19/21 Boulevard de Paris CS 90039 62601 BERCK SUR MER cedex Tél. : 03.21 89 07 07
---	--

1.2/ Etendue de la consultation

Le marché public est passé selon un appel d'offres ouvert en application du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord cadre à bon de commande, multi-attributaire.

Une consultation de prix sera relancée chaque année pour couvrir le besoin annuel de l'établissement.

Cet accord-cadre est sans minimum de commandes et avec un maximum en valeur de 1000000 €.

1.3/ Décomposition de la consultation

En vertu des dispositions des articles L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du Code de la Commande Publique, la présente consultation n'est pas allotie.

1.4/ Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer :

- Les prestations (et leurs montants) dont la sous-traitance ou la co-traitance est envisagée,
- La dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 euros TTC.



Conformément aux articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la Commande publique, en cas de groupement, les membres optent librement pour la forme solidaire ou conjointe.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membre de plusieurs groupements.

Dans le cas où le groupement est conjoint, le mandataire désigné devra être solidaire.

1.5/ Nomenclature communautaire

La classification principale et complémentaire conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classifications principales et complémentaires
3411 0000-1 Voitures particulières

1.6/ Dispositions particulières d'exécution

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises visés par l'article L2113-12 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 2 – DELAIS

2.1/ Durée du marché

La date prévisionnelle de début du marché est fixée au 1^{er} septembre 2025.

Ce marché sera conclu pour une durée initiale de 1 an.

L'accord-cadre est reconduit de façon tacite par durée successive de 1 an, dans la limite de durée totale de 4 ans.

Les délais de livraison seront conformes aux délais indiqués par les candidats retenus.

L'option maintenance du présent marché sera conclue, si elle est choisie.

Dans tous les cas, le marché peut être dénoncé par l'UGECAM Hauts-de-France à tout moment avec préavis de trois (3) mois. Cette dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception. La dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

2.2/ Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Les variantes sont autorisées.

2.3/ Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.



ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- 1- RC.
- 2- CCAP.
- 3- CCTP.
- ATTRI1 (acte d'engagement).
- DC1 (Lettre de candidature).
- DC2 (Déclaration du candidat).

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement, à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique ou électronique n'est autorisée.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

4.1/ Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces ci-dessous énumérées, datées et signées par lui.

Le contenu des notes méthodologiques adressées par les candidats restera confidentiel et ne sera pas divulgué à des tiers.

❖ **Pièces concernant la candidature :**

Les renseignements et documents concernant la situation juridique de la société et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité économique, financière et technique minimale requise en vue de la sélection des candidatures (application des articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la Commande publique) sont les suivants :

- La lettre de candidature ou DC1 dûment renseigné (daté de la dernière mise à jour et téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).
- La déclaration du candidat ou DC2 (daté de la dernière mise à jour est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Toutes les rubriques doivent être obligatoirement renseignées. Les attestations auxquelles renvoient les rubriques doivent obligatoirement être fournies.
- La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- L'indication des qualifications dont il dispose.
- Les certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence du fournisseur à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffres d'affaires concernant les services objet du marché, réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

N.B. Si le candidat est en redressement judiciaire, il doit produire la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, accompagnée d'une traduction française certifiée si le candidat n'est pas établi en France.



Le titulaire pressenti devra obligatoirement fournir les documents suivants avant la notification du marché :

- Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager l'entreprise de moins de trois (3) mois (délégation de pouvoirs, etc.).
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de 6 mois (attestation de vigilance URSSAF).
- Une attestation de régularité fiscale datant de moins de six (6) mois
- Une attestation sur l'honneur, datée du jour de son établissement, indiquant que le travail est réalisé par les salariés employés.
- Les attestations d'assurance en vigueur.

Les candidats peuvent transmettre les informations de la candidature par le DUME (Document Unique de Marché Européen).

❖ **Pièces concernant l'offre :**

Les pièces requises au titre de l'offre sont les suivantes:

- ✓ L'ATTRI1 (Acte d'Engagement) à compléter, pouvant être daté et signé par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat,
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) à accepter sans aucune modification, daté et signé,
- ✓ Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes à accepter sans aucune modification, daté et signé,
- ✓ Un devis détaillé présentant pour chacun des véhicules prévus, l'ensemble des coûts et des prix des options. Le candidat précisera également pour chaque véhicule le coût global sur la durée de location.
- ✓ Le mémoire technique : justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché.
- ✓ Une note spécifique sur la politique RSE appliquée pendant l'exécution du marché. Tous les justificatifs doivent être joints.

ARTICLE 5 – VISITE SUR SITE

Sans Objet

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

6.1/ Transmission sur support papier

La transmission des plis sur support papier n'est pas autorisée.

Toute offre qui ne sera pas reçue sous format dématérialisé, sera immédiatement déclarée irrégulière.

6.2/ Transmission électronique

Les candidats sont invités à utiliser la version pack-office 2010 ou antérieure.

La transmission des offres dématérialisées doit se réaliser sur le site www.marches-publics.gouv.fr avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les candidats doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la transmission de leur pli dans les temps (mises à jour de logiciels, temps de téléchargement...).



Les candidats ont la faculté, à titre de copie de sauvegarde, de transmettre également un exemplaire de leur complet pli, sur support physique à l'adresse suivante :

**UGECAM Hauts-de-France
PRAP – DD
2 rue d'Iéna
CS 70004
59043 LILLE Cedex**

Cette copie de sauvegarde doit être reçue au plus tard à la date limite de réception des offres mentionnées au présent règlement de la consultation.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention :

**« 2025-20- Vehicules LA MOLLIERE
copie de sauvegarde- NE PAS OUVRIR »**

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

ARTICLE 7 – NOMBRE DE CANDIDAT

Il n'y a pas de nombre minimal et maximal de candidats admis à présenter une offre.
L'accord-cadre sera attribué à 3 candidats.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'Ugecam Hauts de France se réserve le droit d'apporter, au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.

Le délai de 5 jours est décompté à partir de la date à laquelle ces modifications ont été envoyés aux entreprises candidates.

Si la date limite de remise des offres est reportée, cette disposition est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 9 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

9.1/ Admission des candidatures

La sélection des candidatures sera réalisée au vu des éléments suivants :

- Lettre de candidature signée et habilitation du mandataire par ses cotraitants ou DC1 (imprimé DC1 daté de la dernière mise à jour et téléchargeable sur le site www.minefe.gouv.fr) dûment complété ;
- Déclaration du candidat : imprimé DC2 (imprimé DC2 daté de la dernière mise à jour et téléchargeable sur le site www.minefe.gouv.fr) dûment complété ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- La présentation d'une liste des principaux services similaires (en établissement de santé) fournis au cours des 3 dernières années, indiquant notamment le montant, la date, le destinataire public ou privé.



9.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours en vertu de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

9.2 - Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 à R. 2152-13 et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée dans un délai approprié.

En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères d'analyse	%
Valeur Technique	50
Prix	40
Démarche environnementale et sociétale	10

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée au motif de non cohérence.

Cette analyse des offres permettra de désigner les 2 titulaires de l'accord-cadre, qui seront invités par l'établissement chaque année pour chaque besoin, à remettre une offre de prix définitive, qui seront jugés selon les critères prévus au CCAP.

9.3 - Suite à donner à la consultation / Négociations

La procédure formalisée n'ouvre pas la possibilité d'une négociation.

Les candidats sont donc invités à déposer leur meilleure offre.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations en vertu des articles R2143-6 à R2143-20 du Code de la Commande Publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

ARTICLE 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

10.1/ Demande de renseignements

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres, une demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marchés-publics.gouv.fr>.



Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

10.2- Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Judiciaire de Lille (TJ)
13 Avenue du Peuple Belge
BP 729
59034 LILLE CEDEX
Tél. : 03 20 78 33 33
Fax : .03 20 78 50 09
Mail : accueil-lille@justice.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- ✓ Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- ✓ Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité

ARTICLE 11 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Les candidats présenteront une note sur la politique RSE applicable pendant la vie du marché, en joignant les justificatifs.

A l'issue de la notification, le candidat retenu se verra soumettre pour accord et signature la Charte de partenariat Développement Durable de l'UGECAM Hauts-de-France, cette démarche s'intègre dans le partenariat que l'UGECAM Hauts-de-France veut initier avec ses différents fournisseurs et prestataires.

Dans le cadre du déploiement de sa Stratégie Régionale d'Achats Responsables, l'UGECAM Hauts-de-France s'engage sur 3 objectifs en 2025.



STRATEGIE REGIONALE D'ACHATS RESPONSABLES DE L'UGCAM HAUTS-DE-FRANCE

La stratégie et le processus achat sont des vecteurs importants pour développer la RSO. Le référentiel RSO de l'Assurance Maladie détermine 5 grands axes dont les axes n°3 - Réduire notre impact environnemental et n°4 - Intégrer les enjeux RSO dans la Stratégie et le processus d'Achat. L'UGCAM Hauts-de-France prend 3 engagements pour cette année 2025 :



Issu de l'enjeu n°3 de l'axe 3 :

"S'engager en faveur de la mobilité durable"

Issu de l'enjeu n°2 de l'axe 4 :

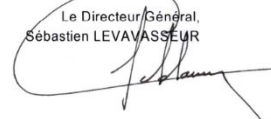
"Contribuer par l'achat à l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap"

Issu de l'enjeu n°4 de l'axe 3 :

"promouvoir une gestion durable des ressources"

L'UGCAM Hauts-de-France s'engage à mettre en œuvre ces actions, à en faire l'analyse et à en diffuser les résultats dans son rapport RSO annuel.

Le Directeur Général,
Sébastien LEVAVASSEUR



La présente consultation s'inscrit dans ces objectifs.

En complément de la note RSE, les candidats devront mettre en valeur les qualités de leurs offres, qui permettront d'accompagner l'UGCAM Hauts-de-France vers l'accomplissement de ses enjeux.

Fait à Lille,
Le 12/06/2025
Le Pouvoir Adjudicateur

